

mer, se reprendre et préparer une autre attaque, auquel cas force nous serait d'aller le relancer là-bas.

M. Low : Si j'ai soulevé ce point, c'est parce que, comme je l'ai dit lors du débat sur les Affaires extérieures, il est possible, voyez-vous, que les Nations Unies perdent beaucoup de leur prestige du fait de notre conduite en l'occurrence, et je vais vous montrer comment. A l'avenir, combien de petits pays seront disposés à faire appel aux Nations Unies pour leur aider à combattre l'agression, quand ils verront ce qui s'est passé en Corée ?

L'hon. M. PEARSON : C'est vrai, mais la chose ne dépendra pas uniquement de la ligne de conduite que j'ai indiquée. Je tiens à bien distinguer, d'une part, entre un agresseur qui aurait été refoulé au delà du trente-huitième parallèle, essayant une telle défaite qu'il aurait renoncé à l'agression et serait prêt à entamer des négociations, et d'autre part, un agresseur qui serait allé chercher refuge au delà du trente-huitième parallèle, mais pour attaquer de nouveau. Voilà deux hypothèses entièrement différentes.

M. COLDWELL : Maintenant qu'ils sont ainsi refoulés, Coréens du Nord et Chinois ont-ils été mis bien au courant de cette solution que vous envisagez personnellement, savoir que nous sommes prêts à négocier avec eux ?

L'hon. M. PEARSON : Ils la connaîtraient s'ils avaient lu le compte rendu des délibérations du Congrès des deux dernières semaines écoulées, ce dont je doute cependant : en tout cas, les déclarations du général Marshall, du général Bradley, et du général Vandenberg, qui s'y trouvent consignées, sont explicites sur ce point. J'espère que des mesures ont été prises pour exposer clairement la chose à qui de droit, mais je n'en sais rien.

M. QUELCH : Selon vous, l'agression ne peut être considérée comme défaite, tant que les Chinois n'auront pas consenti à cesser de se battre ?

L'hon. M. PEARSON : Non, pour ma part, l'agression ne sera officiellement défaite que lorsque l'agresseur aura cessé de se battre en Corée.

M. Low : En Corée ?

L'hon. M. PEARSON : Oui. Cette cessation des hostilités pourra être le fruit de négociations menées selon le plan que nous avons essayé de réaliser en décembre, ou encore elle pourra résulter d'une situation *de facto*.

M. MURRAY : Monsieur le président, d'après vous, les Chinois ne comprennent-ils pas, à l'heure actuelle, qu'ils ont été dupes de la Russie ?

L'hon. M. PEARSON : Je le souhaite.

M. MURRAY : C'est un fait, n'est-ce pas ? Telle est bien la conviction des Chinois ?

Le PRÉSIDENT : Le contraire est peut-être vrai.

M. MURRAY : Dès que cette idée aura fait son chemin, la dissension éclatera.

Le PRÉSIDENT : Une telle opinion pourra sembler paradoxale, mais à mon sens la Chine aurait préféré que les soldats russes n'interviennent pas du tout en Corée. J'estime qu'elle ne voulait pas des Russes, sachant d'expérience qu'une fois que ceux-ci mettent le pied sur son territoire, c'en est fait d'elle.

M. MURRAY : Les Russes y ont du matériel et ainsi de suite.

M. FRASER : M. Vandenberg entend évidemment qu'on les poursuive au delà